



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 53.248/2
du 22 mai 2013

advies 53.248/2
van 22 mei 2013

sur

over

un projet d'arrêté royal 'fixant les conditions dans lesquelles le Comité de l'assurance peut conclure des conventions en application de l'article 56, § 2, alinéa 1^{er}, 3^o, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, pour le financement de soins alternatifs et de soutien aux soins à des personnes âgées fragiles'

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het Verzekeringscomité met toepassing van artikel 56, § 2, eerste lid, 3^o, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, overeenkomsten kan sluiten voor de financiering van alternatieve en ondersteunende zorg voor kwetsbare ouderen'

Le 24 avril 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires sociales à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'fixant les conditions dans lesquelles le Comité de l'assurance peut conclure des conventions en application de l'article 56, § 2, alinéa 1^{er}, 3^o, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, pour le financement de soins alternatifs et de soutien aux soins à des personnes âgées fragiles'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 22 mai 2013. La chambre était composée de Yves KREINS, président de chambre, Pierre VANDERNOOT et Martine BAGUET, conseillers d'État, Yves DE CORDT et Christian BEHRENDT, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 22 mai 2013.

*

Op 24 april 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Sociale Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het Verzekeringscomité met toepassing van artikel 56, § 2, eerste lid, 3^o, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, overeenkomsten kan sluiten voor de financiering van alternatieve en ondersteunende zorg voor kwetsbare ouderen'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 22 mei 2013. De kamer was samengesteld uit Yves KREINS, kamervoorzitter, Pierre VANDERNOOT en Martine BAGUET, staatsraden, Yves DE CORDT en Christian BEHRENDT, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 22 mei 2013.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Dans son avis 45.554/1 donné le 16 décembre 2008 sur un projet devenu l'arrêté royal du 2 juillet 2009 'fixant les conditions dans lesquelles le Comité de l'Assurance peut conclure des conventions en application de l'article 56, § 2, alinéa 1^{er}, 3^o, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, pour le financement de soins alternatifs et de soutien aux soins à des personnes âgées fragiles', la section de législation avait observé ce qui suit :

« 1. Le projet d'arrêté soumis pour avis a pour objet la création d'un cadre réglementaire permettant au Comité de l'assurance du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie invalidité et aux partenaires d'un projet de formes alternatives de soins et de soutien aux soins en matière de soins aux personnes âgées, de conclure des conventions afin de donner aux personnes âgées la possibilité de maintenir au maximum leur autonomie et de vivre indépendantes chez elles. Selon l'article 2, alinéa 2, du projet, cet objectif sera rencontré 'par des prestations spécifiques de soins et de soutien aux soins fournies de manière coordonnée, intégrée et concertée'.

Les projets visés sont décrits comme suit à l'article 1^{er}, 5^o, du projet :

'une proposition de forme alternative de soins et de soutien aux soins pour des personnes âgées fragiles présentant un risque de complexité des soins, introduite par un certain nombre de partenaires. Cela concerne soit une forme nouvelle de soins résidentiels non définitifs et programmables, soit, une forme nouvelle de soins et de soutien aux soins non résidentiels et programmables comme les soins de soutien aux auto soins et les soins de soutien aux soins informels qui ne figurent pas dans la nomenclature des prestations de santé et qui sont dispensés par des services de soins infirmiers à domicile, des services intégrés de soins à domicile ou des associations entre une ou plusieurs de ces structures avec des structures résidentielles ou des services d'aide à domicile. Ces projets font référence à l'avenant 3 du protocole n° 3 du 13 juin 2005 conclu entre le Gouvernement fédéral et les Autorités visées aux articles 128, 130, 135 et 138 de la Constitution, concernant la politique de la santé à mener à l'égard des personnes âgées'.

2. Il résulte du premier alinéa du préambule du projet que le fondement juridique du régime en projet est recherché dans l'article 56, § 2, alinéa 1^{er}, 3^o, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994. Cependant, il se conçoit difficilement que cette disposition, qui traite des conventions que peut conclure le Comité de l'assurance et qui ont pour but d'accorder une intervention aux dispensateurs de soins qui développent des projets en matière de coordination des soins dispensés en vue de détecter de manière précoce, d'éviter ou de retarder toute complication et de traiter les affections chroniques qui requièrent une approche

pluridisciplinaire, procure un fondement juridique à un régime qui concerne essentiellement les soins résidentiels et non résidentiels aux personnes âgées au sens de l'avenant 3 précité du protocole n° 3 du 13 juin 2005, à l'exécution duquel le projet entend pourvoir¹.

En outre, compte tenu de la référence générale que la description des projets visés dans le régime en projet fait à l'avenant 3 précité et eu égard au contenu de certaines dispositions du projet, il convient de ne pas exclure d'emblée que le régime en projet empiète sur une matière ressortissant à la compétence des communautés, comme plus particulièrement la politique du troisième âge², la politique de dispensation de soins dans et au dehors des institutions de soins³ et l'aide aux personnes ayant une capacité réduite d'autonomie⁴.

3. Il résulte de ce qui précède, d'une part, qu'on n'aperçoit pas comment le régime en projet pourrait s'inscrire dans le fondement juridique invoqué et, d'autre part, que le régime en projet doit évidemment se conformer en outre aux règles répartitrices de compétence ».

Cette observation demeure, *mutatis mutandis*, d'actualité, en ce qui concerne le texte en projet.

C'est donc sous réserve de cette observation fondamentale que sont faites les observations suivantes.

2. Pour pouvoir considérer, comme il ressort du préambule de l'arrêté en projet, que le fondement juridique des mesures qu'il envisage se trouve à l'article 56, § 2, alinéa 1^{er}, 3°, de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994', il faut que le Roi fixe les conditions dans lesquelles le Comité de l'assurance peut conclure les conventions concernées. Pour ce faire, il faut toutefois se conformer aux principes qui gouvernent le droit public belge et qui reposent sur l'unité du pouvoir réglementaire réservé au Roi et que celui-ci ne peut déléguer que moyennant le respect de certaines conditions et dans des limites bien définies. Il appartient notamment au Roi de fixer lui-même les éléments essentiels du régime en projet.

¹ Note de bas de page 1 de l'avis cité : Tant le protocole n° 3 que l'avenant 3 doivent être considérés comme un accord de coopération au sens de l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. Dès lors, ils ne peuvent avoir d'effet s'ils n'ont pas reçu l'assentiment de tous les législateurs concernés (voir avis 42.377/AG du Conseil d'État, section de législation, du 20 mars 2007, *Doc. parl.*, Parl. wall., 2006-2007, n° 607/1, p. 39). Jusqu'à présent, seul le Parlement de la Région wallonne a donné son assentiment aux textes concernés (décret du 12 juillet 2007 'portant approbation du protocole n° 3 et de ses avenants, conclu entre le Gouvernement fédéral et les autorités visées aux articles 128, 130, 135 et 138 de la Constitution, concernant la politique de la santé à mener à l'égard des personnes âgées'). Les considérations qui précèdent n'empêchent pas les auteurs du projet de tenir compte du contenu de ce protocole et de son avenant, à condition naturellement qu'il y ait un fondement juridique soit suffisant pour adopter le régime en projet.

² Note de bas de page 2 de l'avis cité : Voir article 5, § 1^{er}, II, 5°, de la loi spéciale du 8 août 1980.

³ Note de bas de page 3 de l'avis cité : Voir article 5, § 1^{er}, I, 1°, de la loi spéciale précitée.

⁴ Note de bas de page 4 de l'avis cité : Voir Cour constitutionnelle, n° 33/2001 du 13 mars 2001, B.3.3.

Les parties contractantes sont chargées de déterminer certains éléments du projet que celui-ci ne définit pas d'une manière suffisamment circonscrite ou précise. C'est le cas, à l'article 11, 10°, des « règles en matière d'échange de données » et, à l'article 11, 12°, des « règles pour la révision intermédiaire de l'intervention spécifique ».

La définition trop générale de ces éléments ne se concilie pas avec la prescription de l'article 56, § 2, alinéa 1^{er}, 3°, de la loi coordonnée ⁵.

3. Les relations qu'il est envisagé d'instaurer entre le régime mis en place par l'arrêté en projet et celui organisé par l'arrêté royal du 2 juillet 2009 'fixant les conditions dans lesquelles le Comité de l'Assurance peut conclure des conventions en application de l'article 56, § 2, alinéa 1^{er}, 3°, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, pour le financement de soins alternatifs et de soutien aux soins à des personnes âgées fragiles' doivent être plus clairement exprimées, tant dans le texte en projet, que dans son intitulé.

Cette clarification est d'autant plus indispensable que d'une part, le texte en projet est techniquement complexe, notamment dans ses relations avec l'arrêté royal précité du 2 juillet 2009, et que, d'autre part, l'arrêté en projet a le même intitulé que l'arrêté royal du 2 juillet 2009, et, dans le même temps, n'abroge pas ce dernier.

4. Sous réserve de l'observation 1 qui précède, l'attention est attirée sur ce qu'il n'est pas de bonne législation de définir une réglementation par un renvoi aux différents textes visés au préambule. L'ensemble de l'arrêté en projet sera revu en conséquence.

5. Le texte du projet témoigne de la haute technicité des mesures en projet, qui sont parfois difficiles à appréhender. Pour que les destinataires perçoivent mieux la portée de l'arrêté en projet, il est dès lors suggéré de le faire précéder d'un rapport au Roi ⁶⁻⁷.

⁵ Pour une observation similaire, voir l'avis 46.416/1 donné le 30 avril 2009 par la section de législation du Conseil d'État sur un projet devenu l'arrêté royal du 2 juillet 2009 'fixant les conditions dans lesquelles le Comité de l'Assurance peut conclure des conventions en application de l'article 56, § 2, alinéa 1^{er}, 3°, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, pour le financement de soins alternatifs et de soutien aux soins à des personnes âgées fragiles'.

⁶ Conformément à l'article 3, § 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, l'avis du Conseil d'État sur le texte en projet sera alors annexé au rapport au Roi. Cet avis doit être publié au *Moniteur belge* en même temps que le rapport au Roi et le texte de l'arrêté royal.

⁷ Pour une observation similaire, voir l'avis 46.416/1 précité.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 1^{er}, il convient de mentionner que l'article 56, § 2, alinéa 1^{er}, 3°, visé a été remplacé par la loi du 10 août 2001.
2. Aux alinéas 5 et 6, il convient de mentionner la date à laquelle l'Inspecteur des Finances a donné son avis, et celle à laquelle le Ministre du Budget a donné son accord, soit, respectivement le 6 mars 2013 et le 17 avril 2013.
3. À l'alinéa 6, il convient d'écrire « Vu l'accord du Ministre du Budget ».
4. Le projet d'arrêté royal ne doit pas faire l'objet d'une délibération en Conseil des ministres.

Aussi, conformément à l'article 2, 9°, de l'arrêté royal du 20 septembre 2012 'portant exécution de l'article 19/1, § 1^{er}, alinéa 2, du chapitre V/1 de la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable', il ne doit pas être soumis à un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence.

En conséquence, il convient d'omettre l'alinéa 7 contenant le visa de l'examen préalable de la nécessité de réaliser une telle évaluation.

DISPOSITIF

Article 4

Sans préjudice de l'observation générale 1, l'on constate que l'article 4 du projet, spécialement le paragraphe 3 de cet article, met en place un régime spécifique en termes d'obligations, selon qu'il s'agit de « la Région wallonne », de la « Communauté germanophone », de la « Région de Bruxelles-Capitale » ou de la « Communauté flamande ».

Les principes constitutionnels d'égalité et de non-discrimination imposent qu'il existe une justification raisonnable et objective à l'existence de cette distinction⁸.

Article 6

L'article 6, § 1^{er}, 4°, du projet, vise l'arrêté royal du 17 mars 1997 'fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités intervient dans le coût des préparations magistrales et produits assimilés'.

⁸ En un sens similaire, voir l'avis 46.416/1 précité.

Cet arrêté a été abrogé par l'article 35 de l'arrêté royal du 12 octobre 2004 'fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités intervient dans le coût des préparations magistrales et des produits assimilés', entré en vigueur le 1^{er} janvier 2005.

C'est cet arrêté qui doit être visé le cas échéant par le texte en projet, qui sera revu en conséquence.

Article 28

Il doit être procédé à l'exécution de l'arrêté en projet au-delà des changements de ministres ou de répartition des attributions. L'article d'exécution d'un arrêté royal doit mentionner de manière précise la compétence en vertu de laquelle cette exécution doit être assurée.

En conséquence, l'article 28 sera rédigé comme suit :

« Art. 28. Le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté » ⁹.

ANNEXE

Dans l'intitulé de l'annexe, il y a lieu d'omettre les mots « Annexe à l'arrêté royal du ». La référence à l'arrêté royal auquel l'annexe est jointe résulte en effet de la formule finale de l'annexe ¹⁰.

Il y a lieu également de donner un intitulé à cette annexe ¹¹.

*

⁹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 167 et formule F 4-7-1.

¹⁰ Voir en ce sens l'avis 46.416/1 précité.

¹¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 172.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. In haar advies 45.554/1, op 16 december 2008 verstrekt over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 2 juli 2009 ‘tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het Verzekeringscomité met toepassing van artikel 56, § 2, eerste lid, 3°, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, overeenkomsten kan sluiten voor de financiering van alternatieve en ondersteunende zorg voor kwetsbare ouderen’, heeft de afdeling Wetgeving het volgende opgemerkt:

“1. Het om advies voorgelegde ontwerpbesluit strekt tot het creëren van een reglementair kader waarbinnen tussen het Verzekeringscomité van de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering en de partners van een project van alternatieve en ondersteunende zorgvorm in de ouderenzorg, overeenkomsten kunnen worden gesloten teneinde de ouderen de maximale mogelijkheid te bieden hun zelfredzaamheid en het zelfstandig thuis wonen te behouden. Die doelstelling zal, luidens artikel 2, tweede lid, van het ontwerp, worden bereikt ‘door specifieke zorgverstrekkingen en zorgondersteunende verstrekkingen die gecoördineerd, geïntegreerd en in overleg tot stand komen’.

De beoogde projecten worden in artikel 1, 5°, van het ontwerp omschreven als volgt:

‘een voorstel van alternatieve en ondersteunende zorgvorm voor kwetsbare ouderen met een risico op complex karakter van zorg, ingediend door een aantal partners. Het gaat om: ofwel een nieuwe vorm van programmeerbare, niet definitieve residentiële zorg ofwel om een programmeerbare niet residentiële thuiszorgondersteunende zorg zoals zelfzorg en de mantelzorgondersteunende zorg die niet is opgenomen in de nomenclatuur van geneeskundige verstrekkingen en die wordt verstrekt door diensten voor thuisverpleging, geïntegreerde diensten voor thuisverzorging of samenwerkingsverbanden tussen één of meer van deze voorzieningen met residentiële voorzieningen of met diensten voor gezins- of thuiszorg. Deze projecten verwijzen naar het aanhangsel 3 bij protocol nr. 3 van 13 juni 2005, gesloten tussen de federale regering en de overheden bedoeld in de artikelen 128, 130, 135 en 138 van de Grondwet, over het te voeren ouderenzorgbeleid’.

2. Het eerste lid van de aanhef van het ontwerp doet ervan blijken dat voor de ontworpen regeling rechtsgrond wordt gezocht in artikel 56, § 2, eerste lid, 3°, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994. Die bepaling, die betrekking heeft op de overeenkomsten

die het Verzekeringscomité kan sluiten met betrekking tot een tegemoetkoming aan zorgverleners die projecten inzake gecoördineerde zorgverlening ontwikkelen met het oog op de vroegtijdige opsporing, het vermijden of vertragen van complicaties en het behandelen van chronische aandoeningen die een multidisciplinaire aanpak vergen, kan evenwel moeilijk worden geacht rechtsgrond te bieden voor een regeling die in essentie een zaak is van residentiële en niet-residentiële ouderenzorg in de zin van het reeds vermelde aanhangsel 3 bij protocol nr. 3 van 13 juni 2005, waaraan het ontwerp nadere uitvoering beoogt te geven¹.

Daarenboven valt, gelet op de algemene verwijzing naar het meermaals genoemde aanhangsel 3 in de omschrijving van de in het ontwerp bedoelde projecten en op de inhoud van sommige bepalingen van het ontwerp, niet bij voorbaat uit te sluiten dat de ontworpen regeling een aangelegenheid betreft die tot de bevoegdheid van de gemeenschappen moet worden gerekend, zoals in het bijzonder die van het bejaardenbeleid², de algemene bevoegdheid inzake het beleid betreffende de zorgenverstrekking in en buiten de verplegingsinrichtingen³, en de hulp aan personen met een verminderd vermogen tot zelfzorg⁴.

3. Uit wat voorafgaat volgt dat, enerzijds, niet valt in te zien op welke wijze de ontworpen regeling inpasbaar is in de ingeroepen rechtsgrond en dat, anderzijds, de regeling uiteraard ook in overeenstemming dient te blijven met de bevoegdheidsverdelende regels”.

Die opmerking blijft *mutatis mutandis* gelden wat de ontworpen tekst betreft.

De volgende opmerkingen worden dus gemaakt onder voorbehoud van die fundamentele opmerking.

2. Opdat de ontworpen regeling zou kunnen worden geacht rechtsgrond te vinden in artikel 56, § 2, eerste lid, 3°, van de wet ‘betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994’, zoals naar voren komt uit de aanhef van het ontworpen besluit, dient de Koning de voorwaarden te bepalen waaronder de betrokken overeenkomsten door het Verzekeringscomité kunnen worden gesloten. Die voorwaarden moeten evenwel worden vastgesteld met inachtneming van de beginselen die het Belgisch publiek recht kenmerken en waarbij wordt uitgegaan van de eenheid van de verordenende macht die bij de Koning berust en die slechts onder bepaalde voorwaarden en

¹ Voetnoot 1 van het geciteerde advies: Zowel het protocol nr. 3, als het aanhangsel nr. 3, vallen te beschouwen als een samenwerkingsakkoord in de zin van artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, en vereisen derhalve dat alle betrokken parlementaire vergaderingen ermee instemmen opdat de betrokken akkoorden gevolg zouden kunnen hebben (zie advies 42.377/AG van de Raad van State, afdeling wetgeving, van 20 maart 2007, *Parl. St. Parl. wallon*, 2006-2007, nr. 607/1, 39). Tot op heden heeft enkel het parlement van het Waalse Gewest met de betrokken teksten ingestemd (decreet van 12 juli 2007 "portant approbation du protocole n° 3 et de ses avenants, conclu entre le Gouvernement fédéral et les autorités visées aux articles 128, 130, 135 et 138 de la Constitution, concernant la politique de la santé à mener à l'égard des personnes âgées"). Een en ander belet niet dat de stellers van het ontwerp kunnen rekening houden met hetgeen is overeengekomen in het betrokken protocol en bijhorend aanhangsel, mits uiteraard voldoende rechtsgrond voorhanden is voor de ontworpen regeling.

² Voetnoot 2 van het geciteerde advies: Zie artikel 5, § 1, II, 5°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

³ Voetnoot 3 van het geciteerde advies: Zie artikel 5, § 1, I, 1°, van de voornoemde bijzondere wet.

⁴ Voetnoot 4 van het geciteerde advies: Zie Grondwettelijk Hof, nr. 33/2001 van 13 maart 2001, B.3.3.

binnen welomschreven grenzen door deze laatste kan worden gedelegeerd. Meer in het bijzonder dient de Koning zelf de essentiële elementen van de betrokken regeling vast te stellen.

De nadere regeling van sommige elementen van het ontwerp wordt overgelaten aan de overeenkomstsluitende partijen zonder dat die elementen in het ontwerp op een voldoende afgebakende of nauwkeurige wijze worden omschreven. Dat is het geval voor de “regels met betrekking tot gegevensuitwisseling” in artikel 11, 10°, en voor de “regels voor de tussentijdse herziening van de specifieke tegemoetkoming” in artikel 11, 12°.

De te algemene omschrijving van de betrokken elementen staat evenzeer op gespannen voet met het bepaalde in artikel 56, § 2, eerste lid, 3°, van de gecoördineerde wet.⁵

3. Zowel in de ontworpen tekst als in het opschrift ervan moet duidelijker weergegeven worden welke verhouding men tot stand wil brengen tussen de regeling ingevoerd door het ontworpen besluit en de regeling van het koninklijk besluit van 2 juli 2009 ‘tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het Verzekeringscomité met toepassing van artikel 56, § 2, eerste lid, 3°, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, overeenkomsten kan sluiten voor de financiering van alternatieve en ondersteunende zorg voor kwetsbare ouderen’.

Die verduidelijking is des te noodzakelijker omdat enerzijds de ontworpen tekst technisch complex is, met name wat betreft de vraag hoe hij zich verhoudt tot het voornoemde koninklijk besluit van 2 juli 2009, en anderzijds het ontworpen besluit hetzelfde opschrift heeft als het koninklijk besluit van 2 juli 2009, terwijl het dat koninklijk besluit niet opheft.

4. Onder voorbehoud van de bovenstaande opmerking 1 zij erop gewezen dat het niet van behoorlijke wetgeving getuigt om een regelgevende tekst vast te stellen door te verwijzen naar de verschillende teksten genoemd in de aanhef. Heel het ontworpen besluit dient dienovereenkomstig herzien te worden.

5. Uit de tekst van het ontwerp blijkt dat het gaat om zeer technische maatregelen die soms moeilijk te begrijpen zijn. Opdat de adressaten meer inzicht zouden hebben in de strekking van het ontworpen besluit, verdient het aanbeveling om het te laten voorafgaan door een verslag aan de Koning⁶⁻⁷.

⁵ Voor een vergelijkbare opmerking, zie advies 46.416/1, op 30 april 2009 door de afdeling Wetgeving van de Raad van State verstrekt over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 2 juli 2009 ‘tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het Verzekeringscomité met toepassing van artikel 56, § 2, eerste lid, 3°, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, overeenkomsten kan sluiten voor de financiering van alternatieve en ondersteunende zorg voor kwetsbare ouderen’.

⁶ Overeenkomstig artikel 3, § 1, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, dient het advies van de Raad van State over de ontworpen tekst bij het verslag aan de Koning gevoegd te worden. Dat advies moet [bekendgemaakt worden in het *Belgisch Staatsblad*] gelijktijdig met het verslag aan de Koning en de tekst van het koninklijk besluit.

⁷ Voor een vergelijkbare opmerking, zie het voornoemde advies 46.416/1.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. In het eerste lid dient vermeld te worden dat artikel 56, § 2, eerste lid, 3°, waarnaar verwezen wordt, vervangen is bij de wet van 10 augustus 2001.
2. In het vijfde en het zesde lid dient de datum vermeld te worden waarop de inspecteur van Financiën zijn advies gegeven heeft, alsook die waarop de minister van Begroting zich akkoord verklaard heeft, namelijk respectievelijk 6 maart 2013 en 17 april 2013.
3. In het zesde lid dient geschreven te worden “Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting”.
4. Over het ontwerp van koninklijk besluit hoeft geen overleg te worden gepleegd in de Ministerraad.

Bijgevolg hoeft overeenkomstig artikel 2, 9°, van het koninklijk besluit van 20 september 2012 ‘houdende uitvoering van artikel 19/1, § 1, tweede lid, van hoofdstuk V/1 van de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling’ evenmin een voorafgaand onderzoek te worden gevoerd omtrent de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren.

Derhalve dient het zevende lid, waarin sprake is van het voorafgaand onderzoek omtrent de noodzaak om zulk een effectbeoordeling uit te voeren, te vervallen.

DISPOSITIEF

Artikel 4

Onverminderd algemene opmerking 1 blijkt dat artikel 4 van het ontwerp, in het bijzonder paragraaf 3 van dat artikel, specifieke verplichtingen oplegt naargelang het gaat om het “Waals Gewest”, de “Duitstalige Gemeenschap”, het “Brussels Hoofdstedelijk Gewest” of de “Vlaamse Gemeenschap”.

De grondwettelijke beginselen van gelijkheid en non-discriminatie vereisen dat er een redelijke en objectieve rechtvaardiging bestaat voor dat onderscheid⁸.

Artikel 6

Artikel 6, § 1, 4°, van het ontwerp verwijst naar het koninklijk besluit van 17 maart 1997 ‘tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen tegemoetkomt in de kosten van de magistrale bereidingen en daarmee gelijkgestelde producten’.

⁸ In vergelijkbare zin, zie het voornoemde advies 46.416/1.

Dat besluit is opgeheven bij artikel 35 van het koninklijk besluit van 12 oktober 2004 ‘tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen tegemoetkomt in de kosten van de magistrale bereidingen en daarmee gelijkgestelde producten’, dat in werking is getreden op 1 januari 2005.

Het is naar dat besluit dat in voorkomend geval verwezen dient te worden in de ontworpen tekst, die dienovereenkomstig herzien moet worden.

Artikel 28

De uitvoering van het ontwerpbesluit moet gewaarborgd blijven over de wisseling van ministers of van hun bevoegdheidsverdeling heen. De uitvoeringsbepaling van een koninklijk besluit moet nauwkeurig de bevoegdheid vermelden krachtens welke de uitvoering moet worden bewerkstelligd.

Artikel 28 moet dan ook als volgt worden geredigeerd:

“Art. 28. De minister bevoegd voor Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit”⁹.

BIJLAGE

In het opschrift van de bijlage dienen de woorden “Bijlage bij het koninklijk besluit van” weggelaten te worden. De verwijzing naar het koninklijk besluit waarbij de bijlage is gevoegd, blijkt immers uit de slotformule van de bijlage.¹⁰

Die bijlage dient eveneens voorzien te worden van een opschrift.¹¹

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Yves KREINS

⁹ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 167 en formule F 4-7-1.

¹⁰ Zie in die zin het voornoemde advies 46.416/1.

¹¹ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 172.